

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-D'anjou

Saint-Barthélemy-D'anjou, le 08/08/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/07/2025

Contexte et constats

Publié sur 

CARRIERE DE SAINT-DENIS

La Ragainerie
72350 Saint-Denis-D'orques

Références : 2025-525-INSP-RAP-BD-CARRIERE-ST-DENIS-SDO
Code AIOT : 0006300926

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/07/2025 dans l'établissement CARRIERE DE SAINT-DENIS implanté La Ragainière 72350 Saint-Denis-d'Orques. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- CARRIERE DE SAINT-DENIS
- La Ragainière 72350 Saint-Denis-d'Orques
- Code AIOT : 0006300926
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La carrière de St Denis d'Orques située aux lieux dits "La Ragainière", "le Fresne" et "Montmartin " est une carrière de roches massives dont l'autorisation a été renouvelée et étendue par arrêté préfectoral du 13 novembre 2024.

La carrière est autorisée pour une production maximale de 1,5 M de tonnes par an et une production moyenne de 1,2 M de tonnes par an.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Déchets
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse

approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	conception/ exploitation des installations internes de transit des déchets	Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.4.3	Demande d'action corrective	1 mois
4	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	prévention des pollutions accidentelles	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-II	Demande d'action corrective	3 mois
6	plan	Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 2.7.3	Demande d'action corrective	6 mois
10	eaux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.3.2	Demande d'action corrective	3 mois
12	eaux souterraines	Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.5.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
14	déclaration annuelle GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V	Demande d'action corrective	8 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	suivi des installations - rejets aqueux	Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.2.2.3	Sans objet
3	suivi des installations	Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17	Sans objet
7	Impact visuel	Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 4.1.2	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
8	retombées de poussières	Arrêté Préfectoral du 12/11/2024, article 5.3.1	Sans objet
9	mesures prélèvements en cas de sécheresse	Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.2.2	Sans objet
11	qualité eaux	Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.4.8	Sans objet
13	déchets d'extraction	Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 7.2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Suite au renouvellement et à l'extension de son autorisation par arrêté préfectoral du 13 novembre 2024, l'exploitant a présenté aux riverains lors de la CLCS du 29 juillet dernier, le nouvel arrêté d'autorisation, les travaux prévus et le planning prévisionnel correspondant.

Au vu de la visite de l'inspection, l'exploitant doit poursuivre les actions pour améliorer et maintenir le site propre, notamment la zone de ravitaillement des engins et les extérieurs de l'atelier situé en haut de la carrière. Les containers des déchets dangereux doivent être correctement étiquetés et entreposés sur les rétentions adaptées. La zone doit être régulièrement débroussaillée afin d'assurer un accès facile et sécurisé aux installations connexes de la carrière.

L'exploitant veillera à actualiser et compléter le plan d'exploitation dans le respect des prescriptions de son nouvel arrêté préfectoral d'autorisation. Le suivi des travaux préliminaires prévus entre août 2025 et septembre 2026 comme la conduite de son exploitation doivent respecter cet AP d'autorisation.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : suivi des installations - rejets aqueux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.2.2.3			
Thème(s) : Risques chroniques, Eaux rejetées dans le milieu naturel			
Prescription contrôlée : (...) 2) Le point de rejet des eaux est localisé sur la partie aval du tracé dévié du cours d'eau nommé « le Treulon » au point kilométrique 982. Les eaux canalisées rejetées dans le milieu naturel respectent les prescriptions suivantes :			
PARAMETRES	CARACTÉRISTIQUES	FLUX	NORME
pH	5,5 < pH < 8,5		
Température	< 30°C		
Matières en suspension totales (MEST)	< 30 mg/l	0,40 kg/h	NF T 90 105

Demande chimique en oxygène (DCO) sur effluent non décanté	< 30 mg/l	0,40 kg/h	NF T 90 101
Hydrocarbures	< 10 mg/l		NF T 80 114
modification de couleur du milieu récepteur mesurée en un point représentatif de la zone de mélange	< 100 mg Pt		NF T 90-034
Débit moyen (sur 24 heures) du rejet	≤ 30 m3 par heure		

Les valeurs limites sont respectées pour tout échantillon prélevé proportionnellement au débit sur 24 heures ; en ce qui concerne les matières en suspension, la demande chimique en oxygène et les hydrocarbures, aucun prélèvement instantané ne doit dépasser le double de ces valeurs limites.

3) L'émissaire est équipé d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement d'échantillons implantés de manière représentative vis à vis de l'écoulement et aisément accessibles.

Constats :

constats de la visite du 11 juillet 2024 :

Les eaux d'exhaures pompées en fond de fouille transitent par les bassins de décantation pour rejoindre le point de rejet final vers le milieu naturel, le ruisseau le Treulon.

Le point de rejet est canalisé. Il est muni d'un compteur permettant de totaliser le volume des eaux rejetées.

Le point de rejet est situé à plus d'un mètre au-dessus du ruisseau. Le débit constaté lors de la visite paraît important. Aucun dispositif n'est en place pour mesurer le débit des eaux rejetées.

La surveillance des rejets aqueux se fait au moyen d'une perche en instantané.

L'inspection avait demandé à l'exploitant de :

- Rendre possible le prélèvement d'échantillons proportionnellement au débit sur 24 heures.
- Équiper l'émissaire d'un canal de mesure du débit et d'un dispositif de prélèvement d'échantillons implantés de manière représentative vis-à-vis de l'écoulement.
- Rendre le point de contrôle des rejets aisément accessible conformément à l'article 3.2.2.3 de l'arrêté préfectoral du 31 octobre 2008.

constat de la visite du 31 juillet 2025 :

Lors de la visite, l'inspection constate que l'émissaire est doté d'un compteur installé en contre bas de la canalisation, couplé d'un compteur horaire situé sur la pompe. Le point de contrôle des rejets dans le Treulon est donc rendu facile d'accès.

A l'issue de l'inspection, l'exploitant a transmis les résultats du suivi du débit moyen journalier du rejet dans le Treulon depuis juillet 2024. Ils n'appellent pas de remarque particulière.

Le dispositif permet le prélèvement d'échantillons proportionnellement au débit de 24 heures.

L'exploitant respecte la prescription.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : conception/exploitation des installations internes de transit des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 31/10/2008, article 3.4.3
Thème(s) : Risques accidentels, Gestion des déchets
Prescription contrôlée : Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement. En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.
Constats : <u>constats de la visite du 11 juillet 2024 :</u> Des déchets (anciens fûts contenant des produits dangereux) sont présent aux abords de l'atelier d'entretien des engins. Les fûts sont hors rétentions. Ils ne sont pas abrités des intempéries. Une zone de friche est constatée à proximité de l'atelier d'entretien des engins. Divers déchets de bois, métaux sont envahis par la végétation. L'inspection avait demandé à l'exploitant de : <ul style="list-style-type: none">- S'assurer de l'élimination des déchets de façon régulière ;- S'assurer que le transit de déchets s'effectue dans de bonnes conditions sans provoquer de risques de pollution des milieux ;- Procéder à l'élimination des déchets et transmettre à l'inspection les éléments de suivis de ceux-ci disponibles via trackdéchets. <u>constats de la visite du 31 juillet 2025 :</u> L'exploitant a transmis à l'inspection le 11 avril 2025 les bordereaux de suivi des déchets relatifs aux opérations de nettoyage et d'évacuation des matériels encombrants qui ont eu lieu en septembre 2024. Sur site, l'inspection constate que la grande majorité des déchets - bois, métaux, pneus - a été débarrassée et qu'il n'y a plus de containers de déchets entreposés à l'extérieur à proximité de l'atelier. Un débroussaillage de la zone a été effectué sur l'ensemble de la zone d'entretien et de ravitaillement. A l'intérieur de l'atelier, l'inspection constate la présence de 3 récipients sans étiquetage et dont le contenu n'est pas identifié. Ces récipients sont stockés sur une étagère sans rétention. Deux cuves entreposées, pour lesquelles l'exploitant indique que le contenu est de l'huile usagée ne sont également pas étiquetées. L'exploitant indique que la zone n'est pas encore entièrement rendue "propre" du fait du réagencement des deux ateliers en cours de réalisation : L'atelier situé en haut de l'exploitation sera dédié aux matériels roulants, entretien des engins et celui du bas, aux activités de la carrière avec entreposage des matériels. L'exploitant ne respecte pas la prescription.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection demande à l'exploitant : <ul style="list-style-type: none">- d'entreposer les 3 containers sur rétention et de les étiqueter avec les pictogrammes correspondants à leur contenu. Le contenu des deux cuves d'huiles usagées doit aussi être identifiable,- de poursuivre les actions de nettoyage sur cette zone afin d'assurer une propreté pérenne.
Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : suivi des installations

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 17
Thème(s) : Risques chroniques, Tenue et suivi du site
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conduite de l'exploitation pour limiter les risques de pollution des eaux, de l'air ou des sols et de nuisance par le bruit et les vibrations et l'impact visuel.</p> <p>L'ensemble du site et ses abords placés sous le contrôle de l'exploitant sont maintenus en bon état de propreté. Les bâtiments et installations sont entretenus en permanence. Les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont aménagées et entretenues. Les véhicules sortant de l'installation ne doivent pas être à l'origine d'envols de poussières ni entraîner de dépôt de poussière ou de boue sur les voies de circulation publiques.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>constat de la visite du 11 juillet 2024 :</u></p> <p>Lors de l'inspection, des anomalies de suivis des poussières et bruits dans l'environnement sont de nouveau constatées. L'état de l'atelier d'entretien des engins et ses abords laissent apparaître un défaut d'entretien et de suivi des produits et déchets présents sur le site. Ces points sont détaillés dans les points de contrôles présentés dans la suite du présent rapport.</p> <p>L'exploitant indique un renouvellement récent de personnel sur le site.</p> <p>Il s'est engagé, en séance, à mettre en œuvre des actions correctives dès cet été et à en rendre compte à l'inspection des installations classées.</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant de</p> <ul style="list-style-type: none"> - Transmettre régulièrement à l'inspection un état d'avancement des actions correctives prises en ce qui concerne la gestion des déchets, des stockages de produits dangereux, de l'eau, des bruits et poussières. <p>Il est rappelé à l'exploitant qu'il s'expose à des poursuites administratives et/ou pénales si aucune action corrective n'est initiée dans les délais impartis.</p> <p><u>constat de la visite du 31 juillet 2025 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le 11 avril 2025 les bordereaux de suivi des déchets relatifs aux opérations de nettoyage et d'évacuation des matériels encombrants qui ont eu lieu en septembre 2024. Ces BSD n'appellent pas de remarques.</p> <p>L'exploitant indique que des consignes sur l'environnement et sur les produits chimiques sont en cours de rédaction et qu'elles seront affichées très prochainement dans les ateliers. La mise en place et la diffusion des consignes répondent aux besoins de la dizaine d'agents concernés et doit répondre aux prescriptions de l'AP d'autorisation de renouvellement et d'extension du 13 novembre 2024.</p> <p>A l'issue de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection une copie des deux documents.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de maintenir les ateliers et la zone de ravitaillement propres et de coupler l'affichage des consignes sur les aspects environnementaux et sur les produits chimiques par un échange avec les agents afin de répondre à leurs éventuels questionnements sur le sujet.</p>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1

Thème(s) : Risques accidentels, Aire de ravitaillement des engins

Prescription contrôlée :

Le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un point bas étanche permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels.

Constats :

constats de la visite du 11 juillet 2024 :

L'aire de ravitaillement des engins est situé sur une aire étanche entourée d'un caniveau qui dirige les eaux vers le déshuileur.

Au cours de l'inspection, le caniveau est obstrué par endroits.

Le déshuileur est difficilement accessible (zone envahie de végétation). La trappe d'accès au déshuileur n'est pas verrouillée. Il montre un manque d'entretien bien que l'exploitant indique qu'il a été entretenu en mai 2024 (BSD transmis après la visite d'inspection par courriel du 15 juillet 2024).

L'inspection avait demandé à l'exploitant de :

- Veiller à l'entretien de la zone étanche de ravitaillement et d'entretien des engins.
- Maintenir en bon état et fonctionnels les caniveaux.
- Contrôler et démontrer le bon fonctionnement du déshuileur.

constats de la visite du 31 juillet 2025 :

L'exploitant indique et justifie que l'entretien du déshuileur a été réalisé deux fois depuis la dernière inspection : le 10 septembre 2024 et le 24 juillet 2025.

Lors de la visite, l'exploitant présente sur le site trackdéchets le suivi de la gestion des déchets concernant l'entretien du déshuileur (code déchet 13 05 08). A l'issue de l'inspection, il a transmis à l'inspection une copie du bordereau de suivi des déchets liquides correspondant qui n'appelle pas de remarque.

Sur site, l'inspection constate que :

- la zone ayant été débroussaillée, le déshuileur a pu être identifié (par un agent présent sur la zone). Les deux conduits qui le composent sont à l'air libre, sans équipement de fermeture,
- la zone de ravitaillement est entretenue,
- le caniveau qui entoure l'aire de ravitaillement n'est plus obstrué mais il est constaté la présence d'un gros dépôt de matériau (terre ?) au droit de la descente de canalisation de récupération des eaux de l'atelier.

L'inspection rappelle à l'exploitant que l'obligation d'équiper les deux conduits du déshuileur par un système de fermeture verrouillé avait fait l'objet d'une demande d'action corrective lors de la visite d'inspection de juillet 2024.

Afin d'être en conformité sur ce point, l'exploitant indique qu'il va très rapidement (sous 48 heures) équiper les deux conduits du déshuileur de deux capots verrouillés par un cadenas. Il indique ne pas l'avoir fait par erreur d'identification du déshuileur. Suite à l'inspection, l'exploitant a transmis les justificatifs (deux photos) attestant que le déshuileur est bien équipé de ce dispositif.

Le bon fonctionnement du déshuileur n'est pas démontré lors de la visite.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de :

<ul style="list-style-type: none"> - rechercher la cause de l'obstruction du dépôt de matériau (terre ?) au droit de la descente de canalisation de récupération des eaux de l'atelier et justifier les mesures correctives prises, - maintenir les caniveaux en bon état de fonctionnement, - maintenir un état de propreté de l'aire de ravitaillement, - fournir les éléments du dimensionnement adapté du déshuileur, de sa conformité ainsi que les éléments de contrôles de son bon fonctionnement, - maintenir l'accès au déshuileur et de s'assurer qu'il est bien fermé et verrouillé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : prévention des pollutions accidentelles

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 18.1-II
Thème(s) : Risques accidentels, Rétentions
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes : 100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité des réservoirs associés. Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires. Lorsque le stockage est constitué exclusivement en récipients de capacité inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention peut être réduite à 20 % de la capacité totale des fûts associés sans être inférieure à 1 000 litres ou à la capacité totale lorsqu'elle est inférieure à 1 000 litres.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>constats de la visite du 11 juillet 2024 :</u></p> <p>Aux abords de l'atelier d'entretien des engins sont stockés, hors rétention à l'extérieur, des cuves et fûts de produits et déchets dangereux.</p> <p>Dans l'atelier, des réservoirs de produits sont stockés sur rétention. Les rétentions sont pleines. Des fûts et cuves de produits sont stockés hors rétention dans l'atelier.</p> <p>Un risque de pollution du milieu naturel est existant.</p> <p>L'inspection avait demandé à l'exploitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> - S'assurer des bonnes conditions de stockage des produits et déchets dangereux conformément à l'article 18.2 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 ; - Réaliser un entretien des cuves de rétention ; - Éliminer les déchets dans les filières ad-hocs ; - Transmettre dès que possibles les données de trackdéchets relatives à l'élimination de ces déchets. <p><u>constats de la visite du 31 juillet 2025 :</u></p> <p>L'exploitant a transmis à l'inspection le 11 avril 2025 les bordereaux de suivi des déchets relatifs aux opérations de nettoyage et d'évacuation des matériels encombrants qui ont eu lieu en septembre 2024.</p> <p>Le nettoyage des cuves de rétention a été réalisé en septembre 2024. Sur site, l'inspection vérifie le niveau, l'étanchéité des cuves et l'état de bacs de rétention qui n'appellent pas de remarque. L'exploitant indique qu'une grosse quantité de déchets a été évacuée mais qu'il reste encore une voiture et des pneus à évacuer. Sur ce point, l'exploitant indique connaître des difficultés pour trouver une filière de reprise des pneus.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p>

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection demande à l'exploitant de poursuivre l'évacuation des derniers déchets restants (pneus et voiture) et de prendre les dispositions afin de conserver un état de propreté du site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : plan

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 2.7.3
Thème(s) : Risques chroniques, plan
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Chaque année, l'exploitant établit un ou plusieurs plans orientés, d'échelle adaptée à la superficie de l'installation et clairement lisibles.</p> <p>Sur ces plans sont reportés :</p> <ul style="list-style-type: none"> - les dates de levée, - le parcellaire, - les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 m, - l'emplacement des bornes (y compris la borne de nivellement), - la position de tous ouvrages ou équipements dont l'intégrité conditionne la santé et la sécurité publique, sur le site et dans son voisinage immédiat, - la position des clôtures, - les bords de la fouille (avancement de l'exploitation), parois et fronts d'excavation, - les courbes de niveau ou cote d'altitude des points significatifs, les niveaux d'exploitation définis en niveau NGF, faisant apparaître les côtes de fond de fouille, - les zones en cours d'exploitation, - les zones en cours de remises en état en précisant la nature de la remise en état - les zones de stockage des déchets d'extraction, - la plate-forme de déchargement des déchets extérieurs, - les zones remblayées avec des déchets inertes, - la localisation des installations (traitement de matériaux, transit, bassins, aire de ravitaillement,) et les stocks de matériaux dont les produits finis, - la localisation des pistes, voies d'accès et chemins menant à la carrière, - les cours d'eau, fossés, voies ou chemins publics limitrophes, - les zones de préservation au sein de l'emprise autorisée (zones humides, secteurs liés à la biodiversité ..), - la localisation des secteurs concernés par les mesures écologiques. <p>Un exemplaire de ce ou ces plans est (sont) transmis annuellement à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan d'exploitation actualisé en décembre 2024. Ce dernier correspond à un plan topographique et non à un plan d'exploitation.</p> <p>Des informations ne sont pas représentées sur le plan et ou sur la légende, en particulier :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la position des clôtures, • les zones en cours de remise en état en précisant la nature de la remise en état, • les zones de stockages des déchets d'extraction, • la localisation des pistes, voies d'accès et chemins menant à la carrière,

- les cours d'eau, fossés ou chemins publics limitrophes,
- les zones de préservation au sein de l'emprise autorisée (zones humides, secteurs liés à la biodiversité)
- la localisation des secteurs concernés par les mesures écologiques.

Les limites nord du périmètre autorisé et la limite des 50 mètres n'apparaissent pas sur le plan. Les éléments historiques relatifs à la topographie présentés en légende ne sont pas représentés sur la carte.

Lors de la visite, l'exploitant indique avoir fait une erreur dans l'envoi du plan d'exploitation. Il indique avoir envoyé le plan de restitution topographique.

Lors de la visite d'inspection, il remet à l'inspection un nouveau plan topographique sur lequel sont indiquées dans la légende et sur le plan le périmètre autorisé, la bande des 50 mètres autour du périmètre de l'autorisation, les bornes de limite parcellaire et la zone d'extraction. Des informations représentées sur le plan ne sont pas indiquées dans la légende. L'inspection considère que ce deuxième plan n'est pas complet.

L'exploitant précise que le plan d'exploitation ne pourra être réellement actualisé au titre du nouvel AP (du 13 novembre 2024) qu'à la suite de l'élaboration du plan de bornage qui pourra définir objectivement le périmètre autorisé.

A la demande de l'inspection, l'exploitant fait un état d'avancement des travaux de son exploitation au vu du nouvel arrêté d'autorisation de renouvellement et d'extension. Il présente les principaux éléments échangés avec les riverains lors de la dernière CLCS du 29 juillet dernier : Les travaux préliminaires vont commencer en août 2025, les terrassements auront lieu entre septembre et décembre 2025 et la phase de travaux de découverte en octobre 2026.

A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis à l'inspection pour information, le support de présentation correspondant.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Dans le cadre de la prochaine actualisation du plan d'exploitation, l'inspection demande à l'exploitant d'établir le plan en respectant les prescriptions de l'AP. Une légende précise et complète doit permettre d'appréhender tous les éléments représentés sur le plan. Si besoin et pour gagner en lisibilité, l'exploitant peut produire plusieurs plans figurant les secteurs d'extractions.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Impact visuel

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 4.1.2

Thème(s) : Risques chroniques, Impact visuel

Prescription contrôlée :

Pour limiter l'impact visuel, les mesures sont conformes au dossier déposé le 23 décembre 2021, complété les 04 août 2022 et 19 décembre 2022.

Dès l'obtention de l'autorisation, l'exploitant met en place :

- un merlon paysager de 5 mètres de haut au nord-ouest du secteur Montmartin pour atténuer la visibilité de l'extraction depuis le nord ;
- la plantation d'une haie le long de son itinéraire de la déviation de la voie de desserte de la ferme de Montmartin ;
- la plantation de haies à l'ouest de la dérivation du ruisseau de Montmartin, au sud des limites d'extraction de la Raganière et du Fresne. Le sol fait l'objet d'une préparation pour

<p>la plantation des arbres et des arbustes.</p> <p>La hauteur des stocks de matériaux et de déchets inertes extérieurs avant recyclage ou mise en remblai est limitée à une hauteur de 5 mètres.</p>
<p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique à l'inspection que les travaux de réalisation des merlons sur le secteur de Montmartin n'ont à ce jour pas commencé. Comme pour les reste des travaux préliminaires, ils ont été présentés aux riverains dans le cadre de la CLCS du 29 juillet dernier. Ils seront réalisés en deux périodes successives prévue à l'automne 2026. L'objectif étant notamment de lancer ensuite les campagnes de plantations en hiver 2026.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 8 : retombées de poussières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/11/2024, article 5.3.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plan de surveillance des retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant établit un plan de surveillance des émissions de poussières. Ce plan décrit notamment les zones d'émission de poussières, leur importance respective, les conditions météorologiques et topographiques sur le site, le choix de la localisation des stations de mesures ainsi que leur nombre.</p> <p>Le plan de surveillance est tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Le plan de surveillance comprend :</p> <ul style="list-style-type: none"> - au moins une station de mesure témoin correspondant à un ou plusieurs lieux non impactés par l'exploitation de la carrière (a) : <p>Sous réserve de l'acceptation des occupants, il est proposé un suivi au lieu-dit la Maison Neuve. Il n'est pas sous l'influence de la carrière, mais se trouve à peu près à la même distance de l'autoroute que la carrière ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - le cas échéant, une ou plusieurs stations de mesure implantées à proximité immédiate des premiers bâtiments accueillant des personnes sensibles (centre de soin, crèche, école) ou des premières habitations situées à moins de 1 500 mètres des limites des propriétés de l'exploitation, sous les vents dominants (b) : - 6 stations localisées à proximité des premières habitations, sous les vents dominants, sous réserve de l'acceptation des occupants : la station à la ferme de Montmartin est maintenue tant que les occupants sont présents (la ferme sera inhabitable et inutilisable durant toute la phase d'exploitation des terrains sur Montmartin) ; A défaut d'accord des riverains, les 6 jauges de type b seront installées à proximité des premières habitations riveraines. - une ou plusieurs stations de mesure implantées en limite de site, sous les vents dominant (c). <p>Deux stations implantées en limite de site sous les vents dominants.</p> <p><u>Les campagnes de mesures durent trente jours et sont réalisées tous les trois mois et la localisation des points de mesures des retombées de poussières est conforme au plan de localisation indiqué à l'annexe 9 du présent arrêté.</u></p> <p>Si, à l'issue de huit campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à la valeur prévue au présent arrêté, la fréquence trimestrielle devient semestrielle.</p> <p>Par la suite, si un résultat excède la valeur prévue au paragraphe suivant du présent arrêté et sauf situation exceptionnelle que sera explicitée dans le bien annuel, la fréquence redeviendra trimestrielle pendant huit campagnes consécutives, à l'issue desquelles elle pourra être revue dans les mêmes conditions.</p>

Constats :

Préalablement à la visite de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de surveillance des retombées de poussières, actualisé le 23 janvier 2025, suite à l'AP d'autorisation de renouvellement et d'extension de la carrière du 13 novembre 2024.

Les éléments climatologiques sont présentés selon des périodes de référence correspondant à 1971-2010 pour les températures, à 1947-2005 pour la pluviométrie. Concernant les données éoliennes, la période de référence n'est pas précisée.

La station de mesure témoin (a) se situe au lieu dit "la maison neuve".

6 stations de mesure de type (b) sont positionnées aux abords du site, au niveau des habitations les plus proches situées au nord et au sud de la carrière, sous les vents dominants. Elles se situent aux lieux dits la Guétrière, Montmartin, Les Pins, Chatigné, La Saulnerie et Le Fresne. L'exploitant indique que lorsque l'habitation située à Montmartin ne sera plus occupée, le point de mesure sera intégré à la station de type (c)

Deux stations de mesure de type (c) sont installées en limite de la carrière respectivement au nord et au sud.

Les retombées de poussières sont suivies au moyen de jauge de type Owen. La fréquence des mesures est trimestrielle.

Dans le plan de surveillance des retombées de poussières, l'inspection relève une erreur concernant la localisation de la station de mesure de Montmartin. Par ailleurs, dans ce même plan, la période de référence concernant les données éoliennes n'est pas mentionnée.

A la suite de la visite d'inspection, l'exploitant a transmis le plan de surveillance des retombées de poussières modifié.

L'exploitant respecte la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de rendre visible la référence de la rose des vents afin de bien distinguer la période de référence retenue.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : mesures prélèvements en cas de sécheresse

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.2.2

Thème(s) : Risques chroniques, prescriptions en cas de sécheresse

Prescription contrôlée :

L'exploitant doit mettre en œuvre des mesures visant à la réduction des prélèvements et de la consommation d'eau suivant les dispositions prévues dans le présent arrêté, lorsque sont dépassés les seuils définis dans l'arrêté préfectoral « cadre » en vigueur, définissant des mesures coordonnées de limitations provisoires des usages de l'eau et de surveillance.

Lors du dépassement du seuil de vigilance, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques suivantes doivent être mises en œuvre :

- le personnel est sensibilisé sur les économies d'eau, ainsi que sur les risques liés à la manipulation de produits susceptibles d'entraîner une pollution des eaux ;
- afin d'éviter les gaspillages d'eau et les risques de pollution accidentelle, des consignes spécifiques rappelant au personnel les règles élémentaires à respecter sont affichées dans les locaux d'exploitation, en particulier à proximité des points de prélèvement d'eau, ou dans les locaux où sont mis en œuvre des produits susceptibles d'entraîner une pollution de l'eau.

Lors du dépassement des seuils d'alerte ou de crises, constaté par arrêté préfectoral, les mesures spécifiques complémentaires suivantes doivent être mises en œuvre :

- l'arrosage des pelouses ainsi que lavage des véhicules de l'établissement sont interdits. Il en est de même pour le lavage à grandes eaux des sols (parkings, ateliers,...) sauf pour raison de sécurité ou de salubrité ;

<p>- les prélèvements d'eau sont réduits au strict minimum nécessaire pour assurer le fonctionnement de l'installation.</p> <p>Afin d'identifier les mesures à prendre en cas de sécheresse, l'exploitant réalise un diagnostic de réduction des consommations d'eau sous sa responsabilité. Ce diagnostic est tenu à disposition de l'inspection des installations classées et mis à jour régulièrement.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ACS du 02 avril 2025 identifie la commune de Saint Denis d'orques dans le bassin de la Vègre/Vaige-Taude-Erve et la commune de Viré dans le bassin de la Vaige-Taude-Erve.</p> <p>L'AP de restriction temporaire des usages de l'eau du 24 juillet 2025 fixe ces bassins sous le régime de limitation ou de suspension temporaire des usages de l'eau. Les communes de Saint Denis d'Orques et de Viré sont identifiées en zone d'alerte vigilance concernant les prélèvements dans les eaux superficielles, les eaux souterraines et dans le réseau d'eau potable.</p> <p>Lors de la visite, l'exploitant indique avoir établi une procédure de sensibilisation accrue aux règles de bon usage et d'économie de l'eau hors période et en période de sécheresse à destination du personnel de la carrière. La procédure est affichée dans les vestiaires.</p> <p>L'exploitant précise qu'une procédure a aussi été mise en place pour définir les modalités de pompage des eaux d'exhaure en période de sécheresse. Suite à la visite d'inspection, l'exploitant a transmis pour information à l'inspection les deux procédures qui ne relèvent pas de remarques particulières.</p> <p>L'exploitant respecte la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>En complément de cette information, l'inspection propose à l'exploitant de prévoir une formation des agents à la gestion de l'eau.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 10 : eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.3.2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, plan des réseaux et circuit de l'eau</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un schéma de tous les réseaux et un plan du circuit de l'eau sur l'ensemble du site sont établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.</p> <p>Ce document permet d'identifier jusqu'au point de rejet, les différents équipements présents (point de prélèvement, disconnecteur, dispositif de traitement, décanteur, séparateur à hydrocarbures, aire de collecte spécifique, fossé ou égout de collecte, point de rejet, équipement de mesure présent) sur le circuit des eaux prélevées et utilisées (ruissellements, exhaure, ...).</p>
<p>Constats :</p> <p>Préalablement à la visite de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection le schéma de circulation des eaux sur la carrière actualisée le 01 mars 2022 et le synoptique du circuit des eaux mis à jour le 24 juin 2025.</p> <p>Le synoptique indique la présence effective de deux compteurs (au niveau du rejet des eaux dans le Treulon et de l'AEP) et l'installation future de 6 autres compteurs afin notamment de mesurer les volumes d'eau utilisés pour les usages de l'exploitation (lavage des matériaux, rotolue et aspersion des poussières). Des incohérences sont relevées concernant le circuit des eaux chargées au niveau de l'installation de lavage et du débourbeur, tout comme pour le circuit de l'eau sortant du réseau AEP. Des éléments ne sont pas cohérents avec la légende.</p> <p>L'exploitant précise que les 6 compteurs volumétriques indiqués sur le synoptique ont été montés</p>

<p>en juillet 2025 et il est prévu de les équiper en télérelevés pour répondre notamment à l'AM sécheresse. Un registre informatique est en cours de réalisation dans ce sens.</p> <p>Le schéma du circuit de l'eau, superposé à une vue aérienne ne permet pas une lecture et une compréhension des circuits des différentes eaux. Le schéma ainsi que la légende ne sont pas complets. En particulier, il manque le sens de la circulation des eaux dans l'exploitation et du Treulon, les fosses de la Ragainière et du Fresne, la localisation des futurs compteurs des volumes d'eau et les fossés. Les dispositifs (B1 à B6) ne sont pas cohérents avec ceux indiqués dans le synoptique. Tous les compteurs ne sont pas indiqués.</p> <p>A la suite de la visite, l'exploitant a transmis à l'inspection, le synoptique modifié, prenant en compte les remarques de l'inspection.</p> <p>L'exploitant ne respecte pas la prescription.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de modifier et de compléter le schéma de circulation des eaux en s'assurant de sa cohérence avec le synoptique selon les remarques formulées ci-dessus par l'inspection. Il est à noter qu'une version finale consolidée du plan du circuit de l'eau est prévue en 2027 après la tenue des travaux préliminaires.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 11 : qualité eaux

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.4.8</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, suivi sur les tronçons du Treulon et Montmartin</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Au niveau des tronçons dérivés des ruisseaux du Treulon et de Montmartin, pendant la durée des travaux, un suivi de la qualité des eaux à l'amont et l'aval des dérivations est effectué de manière <u>hebdomadaire</u> et réalisé après de forts événements pluviaux. Il débute trois semaines avant le début des travaux de la zone impactée et est poursuivi un mois après la fin de travaux.</p> <p>Les paramètres suivis sont le PH et les MES (par une mesure de la turbidité in situ).</p> <p>En cas de dépassement d'un des paramètres, l'exploitant informe l'inspection des installations classées.</p> <p>En cas de dépassement persistant d'un des paramètres, l'exploitant définit et met en oeuvre un plan d'action pour assurer un retour à la conformité.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les travaux de dérivations ne sont pas encore effectués sur les ruisseaux du Treulon et de Montmartin. Ils sont prévus à l'automne 2026. De ce fait, l'exploitant n'est pas en mesure de transmettre à l'inspection les résultats du suivi de la qualité des eaux en amont et en aval des dérivations.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle à l'exploitant que le suivi des paramètres du ph et des MES doit être réalisé conformément à la réglementation en vigueur (cf article 6.4.5 de l'AP d'autorisation pour les paramètres ph, MEST et modification de couleur du milieu récepteur).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : eaux souterraines

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 6.5.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, réalisation de piézomètres</p>

Prescription contrôlée :

L'exploitant met en place un réseau constitué :

- de deux piézomètres situés en amont et en aval hydraulique et permettant la connaissance de la qualité de l'eau circulant dans l'aquifère de socle,
- de deux points de prélèvements supplémentaire :
 - puisard de la zone de remblai tant que celui-ci est accessible en sécurité,
 - puis d'un piézomètre supplémentaire situé en aval
- un piézomètre afin de suivre la hauteur de la nappe de la zone du ruisseau de la Prée conformément à l'article 3.4.4. (suivis environnementaux) du présent arrêté

Les piézomètres sont réalisés conformément aux spécifications techniques prévues par l'arrêté du 11 septembre 2003 portant application du décret n° 96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables au sondage, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L. 214-1 à L. 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n° 93-743 du 29 mars 1993 modifié.

La localisation et les caractéristiques, en particulier la profondeur des ouvrages, sont justifiées par une étude hydrogéologique préalable tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

Les ouvrages sont mis en place de manière à éviter les zones d'activité ou de stockages pouvant constituer des sources potentielles de pollution pour ne pas risquer l'éventuelle dispersion d'une pollution et limiter le risque de pollutions croisées.

Dans le cas d'un aquifère multicouches, les ouvrages ne mettent pas en communication deux aquifères/ nappes séparés par un niveau imperméable et continu. Les ouvrages sont convenablement repérés et entretenus.

L'étude hydrogéologique préalable vise à apporter tous les éléments de démonstration des mises en communication naturelle, ou de leur absence, entre aquifères.

Les positions et longueurs de crépines sont justifiées au regard des aquifères surveillés, des amplitudes du niveau d'eau, du type de polluant recherché et de l'éloignement à la source de pollution.

Tous les ouvrages sont nivelés par un géomètre et raccordés au système de nivellement général français (NGF). Le repère du nivellement est clairement identifié de manière pérenne sur la tête de l'ouvrage et est mentionné sur tous les documents lors des mesures ou échantillonnages. Les coupes techniques et géologiques associées à chaque nouvel ouvrage sont conservées.

L'exploitant fait inscrire les ouvrages de surveillance à la Banque du Sous-Sol du BRGM.

Si un ouvrage n'est plus jugé pertinent dans le cadre de la surveillance de l'installation, il est comblé par des techniques appropriées, conformément aux méthodes normalisées en vigueur, permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution. Le rapport de travaux de comblement est communiqué au préfet.

Constats :

Préalablement à la visite de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection la copie du devis relatif à l'étude géologique et d'implantation des piézomètres sur la carrière.

Lors de la visite, l'exploitant précise que l'étude est réceptionnée le jour même de l'inspection.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre la justification de la mise en place des piézomètres dans les règles de l'art et le rétro planning associé aux travaux.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 13 : déchets d'extraction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 13/11/2024, article 7.2
Thème(s) : Risques chroniques, plan de gestion des déchets d'extraction
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation. Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants : <ul style="list-style-type: none">- la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ;- la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ;- en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ;- la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ;- le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ;- les procédures de contrôle et de surveillance proposées ;- en tant que de besoin, les mesures de prévention de la détérioration de la qualité de l'eau et en vue de prévenir ou de réduire au minimum la pollution de l'air et du sol ;- une étude de l'état du terrain de la zone de stockage susceptible de subir des dommages dus au stockage des déchets d'extraction ;- le cas échéant, les éléments issus de l'étude de danger propres à prévenir les risques d'accident majeur en conformité avec les dispositions prévues par l'arrêté du 19 avril 2010 relatif à la gestion des déchets des industries extractives et applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation et aux installations de gestion de déchets provenant des mines ou carrières. Le plan de gestion est révisé par l'exploitant tous les cinq ans et dans le cas d'une modification apportée aux installations, à leur mode d'utilisation ou d'exploitation et de nature à entraîner une modification substantielle des éléments du plan. Il est transmis au préfet.
Constats : Préalablement à la visite de contrôle, l'exploitant a transmis à l'inspection le plan de gestion des déchets inertes et des terres inertes non polluées mis à jour en janvier 2025. Son analyse n'appelle pas de remarque. L'exploitant respecte la prescription.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : déclaration annuelle GERE

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V
Thème(s) : Risques chroniques, déclaration annuelle
Prescription contrôlée : V. L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.
Constats : L'exploitant a établi sa déclaration GERE en mars 2025. Lors de son analyse, l'inspection constate : <ul style="list-style-type: none">- que l'exploitant n'a pas déclaré prélever plus de 7 000 m³/an dans le milieu naturel alors que le prélèvement d'eau d'exhaure en fond de carrière est estimé à 55 000 m³/an ; qu'il a déclaré un

volume d'apport de déchets inertes de 47.7 kilotonnes de matériaux entrants destinés à être remblayés sur site, sans remise en état du site pour autant.

- la valeur aberrante (3016) concernant la mesure de poussières sur le point 6 (piste nord) bien que ce point ne fait pas l'objet d'un seuil réglementaire.

Concernant les prélèvements en eau, l'exploitant explique à l'inspection qu'il respecte les consignes indiquées dans la note du 01 janvier 2025 sur la gestion quantitative de l'eau en carrières, rédigée par l'UNPG qui précise que les prélèvements des eaux d'exhaure pompées ne doivent pas être déclarés dans GERE.

L'inspection précise que la position du ministère est que les eaux d'exhaure pompées et directement rejetées dans le milieu naturel, sans mélanges ni usage et rejetées dans le milieu naturel ne doivent pas être déclarées. Mais celles, pompées pour être utilisées pour des usages divers (lavage de matériaux, abattages de poussières ..) doivent être déclarées.

Concernant les volumes d'apports inertes, l'exploitant précise qu'ils ont été utilisés pour remettre la première zone dédié au remblai à la bonne cote.

Concernant la mesure de poussière et la valeur mesurée de 3016, l'exploitant précise que dans le compte rendu du prélèvement correspondant, le bureau d'étude a indiqué dans le commentaire la possibilité d'un acte volontaire.

L'exploitant ne respecte pas la prescription.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

La déclaration 2024 a été validée en séance à la suite des précisions apportées par l'exploitant.

Pour la prochaine déclaration, l'inspection demande à l'exploitant de déclarer sur GERE les prélèvements d'eau qui ne sont pas directement rejetés dans le milieu naturel. Les critères retenus par le ministère concernant la déclaration GERE sur les prélèvements d'eau seront rappelés lors des prochains échanges réglementaires entre la DREAL et les syndicats représentants les exploitants (UNICEM et CIGO).

Concernant les mesures des retombées de poussières, l'inspection demande à l'exploitant d'apporter les précisions ou explications en commentaire lorsque les résultats sont aberrants ou dépassant les valeurs limites autorisées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 8 mois